

Règlement relatif aux certifications de cabinets SPAK

Table des matières

I. Dispositions générales	4
Art. 1 Finalité et champ d'application	4
Art. 2 Frais	4
II. Compétences de la SPAK	4
Art. 3 Rôles	4
Art. 4 Obligations	4
III. Conditions préalables à la validation du cabinet médical	5
Art. 5 Exercice de la profession	5
Art. 6 Locaux et équipement du cabinet	5
Art. 7 Hygiène	5
Art. 8 Protection des données	6
Art. 9 Obligation de tenir un registre et d'informer	6
Art. 10 Facturation	6
Art. 11 Délivrance de médicaments et de compléments alimentaires	6
IV. Organisation de la visite/de l'autodéclaration	6
Art. 12 Fréquence des visites	6
Art. 13 Prolongation du délai	7
Art. 14 Visite de cabinet sur place	7
14.1 Première visite	7
14.2 Premier entretien	7
14.3 Visites périodiques	8
14.4 Visite après changement de domicile	8
14.5 Visite de suivi	8
14.6 Visite exceptionnelle	8
14.7 Visite lors de traitements à domicile	8
Art. 15 Déroulement de la visite du cabinet	9
15.1 Prise de rendez-vous	9
15.2 Résultats	9
15.3 Certificat	9
Art. 16 Autodéclaration	9
16.1 Cabinets déjà visités	9
16.2 Cabinets dans des cliniques, hôpitaux ou cabinets médicaux	9

16.3 Cabinets de groupe/cabinets collectifs	10
Art. 17 Déroulement de l'autodéclaration	10
V. Dispositions complémentaires	10
Art. 18 Lacunes	10
Art. 19 Opposition/recours	11
Art. 20 Reconnaissance en tant que formation continue	11
VI. Dispositions finales	11
Art. 21 Entrée en vigueur	11

I. Dispositions générales

Art. 1 Finalité et champ d'application

Le présent règlement définit les conditions-cadres obligatoires pour l'organisation des certifications de cabinets (visites de cabinets et autodéclarations) dans le cadre du label de qualité SPAK. Les certifications des cabinets ont lieu régulièrement et font partie intégrante de l'assurance qualité. Elles sont essentielles au respect des exigences du label et du statut de membre A de l'Association Suisse en Naturopathie (NVS).

Elles constituent également un service de l'association NVS et servent à l'échange professionnel entre les membres et l'association.

Art. 2 Frais

Les frais sont fixés dans le [règlement SPAK sur les frais](#).

II. Compétences de la SPAK

Art. 3 Rôles

Le secrétariat de la SPAK se charge de l'organisation administrative des certifications.

Les visites de cabinets sont effectuées par des spécialistes de la SPAK. Le comité spécialisé compétent de la SPAK est chargé de sélectionner et de contrôler l'aptitude de ces spécialistes.

Art. 4 Obligations

Les spécialistes en matière de cabinet et le personnel du secrétariat de la SPAK sont soumis à une obligation de confidentialité totale. Toutes les informations obtenues dans le cadre des visites de cabinets, en particulier les données personnelles sensibles, doivent être traitées de manière strictement confidentielle et avec le plus grand soin, conformément aux dispositions en vigueur en matière de protection des données. Cette obligation s'applique sans restriction et pour une durée illimitée.

III. Conditions préalables à la validation du cabinet médical

Art. 5 Exercice de la profession

- Autorisation d'exercer valable (si prescrite par le canton)
- Preuve d'une assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité

Pour les visites périodiques:

- Justificatifs des diplômes/certificats pertinents (p. ex. diplôme fédéral, le cas échéant)

Art. 6 Locaux et équipement du cabinet

Le cabinet dispose de l'équipement suivant:

- Salle d'attente pour les patientes et patients
- Salle de consultation fermant à clé
- WC séparé avec possibilité de se laver les mains
- Dispositif d'urgence

Pour les cabinets intégrés dans des locaux privés:

- Les locaux du cabinet sont signalés et ne sont pas utilisés à des fins privées
- WC séparé disponible pour préserver l'intimité

Les animaux domestiques ne sont admis dans les locaux professionnels que s'ils ne nuisent pas au bon fonctionnement du cabinet, si les exigences d'hygiène et de sécurité sont respectées et s'ils ne dérangent pas la patientèle/clientèle. Le ou la thérapeute veille à ce que l'animal se sente bien à tout moment, ne soit pas stressé et dispose de suffisamment d'espace pour s'isoler.

Art. 7 Hygiène

- Locaux propres et à l'hygiène irréprochable
- Nettoyage régulier
- Respect des directives en matière d'hygiène, notamment en ce qui concerne les appareils et les instruments

Art. 8 Protection des données

- Accès aux données des patientes et patients uniquement pour les personnes autorisées
- Politique de confidentialité établie et information aux patientes et patients
- Respect des dispositions légales en matière de protection des données
- Respect des délais de conservation légaux

Art. 9 Obligation de tenir un registre et d'informer

- Informations transparentes aux patientes et patients sur les coûts encourus
- Dossiers complets des patientes et patients: date, durée, problèmes de santé, motif du traitement, mesures, objectif du traitement (contrôle uniquement pour les nouvelles personnes enregistrées)

Art. 10 Facturation

- Facturation transparente selon le Tarif 590
- Pas de taux d'honoraires différents pour des prestations identiques

Art. 11 Délivrance de médicaments et de compléments alimentaires

- En cas de délivrance de compléments alimentaires: signalement au canton compétent.
- En cas de délivrance de médicaments: autorisation disponible; justificatif requis.

IV. Organisation de la visite/de l'autodéclaration

Art. 12 Fréquence des visites

Les visites des cabinets se déroulent selon un rythme fixe:

- À l'ouverture d'un cabinet médical ou à l'obtention d'un statut de membre A:
→ Première visite ou premier entretien
- Tous les 5 ans:
→ Autodéclaration
- 10 ans après la dernière visite:

→ Visite périodique du cabinet sur place

Chaque site du cabinet (cabinet principal et cabinets secondaires) fait l'objet de visites indépendantes à cette fréquence.

La série de visites revient à zéro dans les situations suivantes:

- Visite après changement de domicile
- Visite de suivi à la suite de défauts constatés
- Visite exceptionnelle (p. ex. en cas de réclamations)
- Inspection cantonale
- Inspection de l'association si reconnue par la SPAK

Art. 13 Prolongation du délai

- Un report de la visite ou de l'autodéclaration peut être accordé sur demande écrite motivée.
- La prolongation maximale du délai est limitée à 6 mois.
- La prolongation du délai n'est pas obligatoirement être accordée.

Art. 14 Visite de cabinet sur place

14.1 Première visite

Une première visite a lieu lors de l'ouverture d'un nouveau local ou lors de l'adhésion à la NVS.

Si une inspection a déjà été effectuée par les autorités cantonales ou par une association ayant conclu des accords contractuels avec la SPAK, les membres actuels doivent seulement fournir une autodéclaration avec justificatif d'inspection. Un premier entretien est obligatoire pour les nouveaux membres.

14.2 Premier entretien

Le premier entretien sert à faire connaissance et à s'informer sur les droits, les obligations et les offres de la NVS.

Il remplace la première visite si le nouveau membre exerce son activité dans un cabinet qui a déjà été visité.

14.3 Visites périodiques

Les visites périodiques ont lieu dix ans après la dernière visite (voir point 8).

14.4 Visite après changement de domicile

Une visite équivalente à la visite périodique a lieu après tout déménagement dans un nouveau cabinet.

14.5 Visite de suivi

Une visite de suivi est effectuée si des défauts ont été constatés lors d'une précédente visite et que la visite de suivi a été ordonnée ou à l'issue d'un délai de correction fixé.

14.6 Visite exceptionnelle

Une visite exceptionnelle peut avoir lieu en cas de réclamations ou à la demande d'un ou d'une thérapeute.

14.7 Visite lors de traitements à domicile

Les thérapeutes ne disposant pas de leur propre cabinet peuvent demander à la SPAK une autorisation exceptionnelle pour effectuer des visites à domicile.

La demande doit être présentée par écrit et motivée.

La visite a lieu au domicile et se limite à des critères indépendants du cabinet.

Art. 15 Déroulement de la visite du cabinet

15.1 Prise de rendez-vous

Le ou la spécialiste convient d'un rendez-vous avec le ou la thérapeute. Dans certains cas exceptionnels, la visite peut avoir lieu sans préavis.

15.2 Résultats

- Les résultats sont documentés par écrit dans le rapport pratique et expliqués oralement au ou à la thérapeute.
- Le rapport doit être signé par les deux parties.
- Si des lacunes sont constatées, le ou la thérapeute reçoit une copie du rapport.
- En cas de lacunes graves, le secrétariat de la SPAK est informé et le ou la spécialiste en chef intervient.

15.3 Certificat

Le certificat de la SPAK, qui confirme la conformité en bonne et due forme du cabinet, est délivré après une visite réussie et après paiement des frais fixés (uniquement pour les visites sur place).

Art. 16 Autodéclaration

16.1 Cabinets déjà visités

En présence d'un rapport d'inspection d'une autorité cantonale ou d'une association ayant conclu des accords contractuels avec la SPAK, les membres actuels doivent seulement fournir une autodéclaration avec justificatif d'inspection.

Un premier entretien est également requis pour les nouveaux membres.

16.2 Cabinets dans des cliniques, hôpitaux ou cabinets médicaux

Une autodéclaration est requise pour les cabinets situés dans des cliniques, hôpitaux ou cabinets médicaux.

Pour les cabinets médicaux privés, un justificatif de contrôle des autorités sanitaires (datant de moins de 10 ans) doit également être fourni.

16.3 Cabinets de groupe/cabinets collectifs

Si le ou la thérapeute intègre un cabinet de groupe ou un cabinet collectif déjà inspecté, une autodéclaration suffit.

Un premier entretien est également requis pour les nouveaux membres.

Si la visite périodique et l'autodéclaration périodique ont lieu dans un cabinet de groupe ou un cabinet collectif au cours de la même année civile, la visite du cabinet n'est effectuée que pour un seul membre. Les autres membres de ce cabinet soumettent une autodéclaration pour cette même année.

Art. 17 Déroulement de l'autodéclaration

- Le secrétariat de la SPAK remet le formulaire aux thérapeutes.
- Ceux-ci doivent le retourner dûment rempli et signé dans un délai de 30 jours.
- En cas de défauts constatés ou présumés, des mesures appropriées sont ordonnées.

Les thérapeutes qui ne soumettent pas d'autodéclaration après trois rappels sont rétrogradés au statut B et perdent leur reconnaissance par les assurances-maladie de la NVS.

Ils reviennent au statut A après avoir soumis l'autodéclaration.

Après plus de 4 ans d'affiliation sous le statut B, ils doivent remplir les conditions d'admission actuelles figurant à l'art. 3.2 des statuts de la NVS pour revenir au statut A.

Des frais seront facturés pour couvrir les coûts administratifs liés au changement de statut conformément au règlement sur les frais.

V. Dispositions complémentaires

Art. 18 Lacunes

- Si le ou la spécialiste constate des lacunes, il ou elle fixe un délai raisonnable pour y remédier.

- Le ou la spécialiste décide si une visite de suivi est nécessaire ou si un justificatif écrit (p. ex. avec des photos) suffit.
- En cas de graves lacunes, le ou la thérapeute est informé/-e de la suite de la procédure et des possibilités de recours. Le ou la spécialiste en chef est impliqué/-e dans le processus et décide des mesures à prendre.

Art. 19 Opposition/recours

Toute opposition contre les décisions du/de la spécialiste en chef doit être adressée par écrit à la commission SPAK dans un délai de 14 jours.

Les décisions de recours sont motivées par écrit par la commission de recours disciplinaire dans un délai de 2 mois.

Art. 20 Reconnaissance en tant que formation continue

La visite du cabinet est considérée comme une formation continue d'une heure, reconnue par la SPAK, le RME et l'ASCA.

VI. Dispositions finales

Art. 21 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.